

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
1^{er} trimestre 2016

Avril 2016



1^{ER} TRIMESTRE 2016 : HAUSSE DE 1 % DE L'ACTIVITÉ

Après 15 trimestres de baisse d'activité consécutive, l'artisanat du bâtiment montre des premiers signes de redressement avec 1 % de croissance au 1^{er} trimestre 2016. Cette embellie de l'activité s'accompagne d'une légère amélioration des carnets de commandes, toutefois très inégale suivant les régions.

Mémo du trimestre

Activité globale **↗+1%**

Neuf **↗+1,5%**

Entretien-Rénovation
↗+0,5%

Prévisions 2016

Activité globale
[0% ; +1%]

Neuf **[-1,5% ; -0,5%]**

Entretien-Rénovation
[+0,5% ; +1,5%]

Ce redressement au premier trimestre 2016 de l'artisanat du bâtiment est avant tout la conséquence d'une hausse de la construction neuve avec + 1,5 % en volume (par rapport au même trimestre de l'année précédente en recul de 6 %), dans un contexte climatique favorable. En effet, le volume des mises en chantier progresse de 2,5 % à la fin février 2015 sur un an, et représente 351 200 logements neufs commencés. On peut également rappeler que les ventes de logements neufs ont augmentées de 8,1 % au quatrième trimestre 2015 par rapport au quatrième trimestre 2014. Cette tendance devrait se poursuivre dans les prochains mois puisque du côté des permis de construire on enregistre une progression de 7,7 % sur un an et que par ailleurs le PTZ + a été renforcé et le dispositif Pinel prolongé jusqu'au 31 décembre 2017.

Quant à l'activité entretien-amélioration de l'artisanat du bâtiment, elle progresse également mais à un rythme plus mesuré avec 0,5 % en volume au 1^{er} trimestre 2016, après une croissance nulle au 4T2015. Elle profite encore ce trimestre du dynamisme des travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements qui enregistrent une hausse de + 1,5 % malgré un contexte de baisse du coût de l'énergie, moins propice aux travaux. L'effet d'un certain nombre d'aides dédiées (CITE, cumul Eco-PTZ/CITE...) commence donc à se faire sentir.

La hausse d'activité profite à l'ensemble des métiers même si les métiers du gros œuvre ont particulièrement bénéficié du dynamisme des mises en chantier dans la construction neuve.

Au niveau régional, bien que le regain d'activité concerne une majorité de région, il demeure néanmoins très

inégal. Ainsi l'Ile-de-France (-0,5%), la région Bourgogne-Franche-Comté (-1 %) et le Centre (-1,5 %) enregistrent un nouveau repli de leur activité alors que dans le même temps la région Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon progresse de 3 %.

Quant aux carnets de commandes, ils représentent désormais 76 jours de travail (soit 10 jours de plus qu'un an auparavant). Les perspectives de renouvellement des carnets de commande sont également en légère augmentation pour l'ensemble des entreprises quels que soient leur activité et leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés).

En matière de besoin de trésorerie, 45 % des entreprises continuent de déclarer un besoin qui est en moyenne égal à 20 000 €. Par ailleurs, ces besoins de trésorerie devraient également s'accroître dans la mesure où les perspectives d'amélioration de l'activité dans les mois à venir.

Ce premier trimestre 2016 marque ainsi une rupture avec le cycle de baisse continue depuis 2012. De nombreux indicateurs comme les faibles taux d'intérêt, le dynamisme des mises en chantier et des ventes de logements anciens (809 000 ventes sur douze mois cumulés), auxquels s'ajoutent les mesures gouvernementales comme le Crédit d'Impôt Transition Énergétique ou le dispositif Pinel expliquent cette inflexion de l'activité. Même si l'horizon semble s'éclaircir pour l'artisanat du bâtiment, on ne pourra parler de reprise de l'activité que si cette tendance perdure ce qui suppose un retour durable de la confiance des ménages et des entreprises pour investir.

VOLUME D'ACTIVITÉ

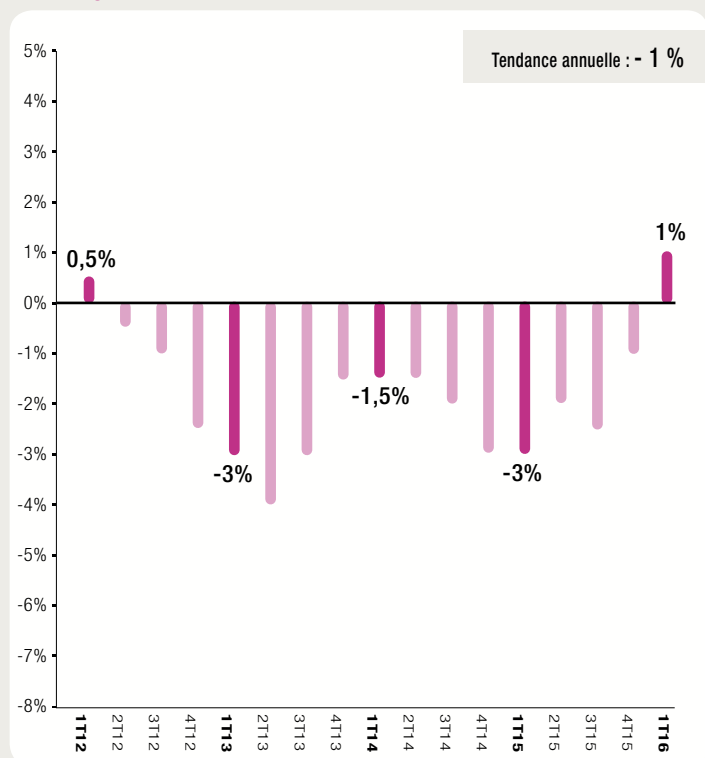
Redressement de l'activité

Au 1^{er} trimestre 2016, le volume d'activité des artisans du bâtiment progresse de 1 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (en recul de 3 %). Du côté de la construction neuve, l'activité enregistre une croissance + 1,5 % (contre - 6 % au trimestre de l'année

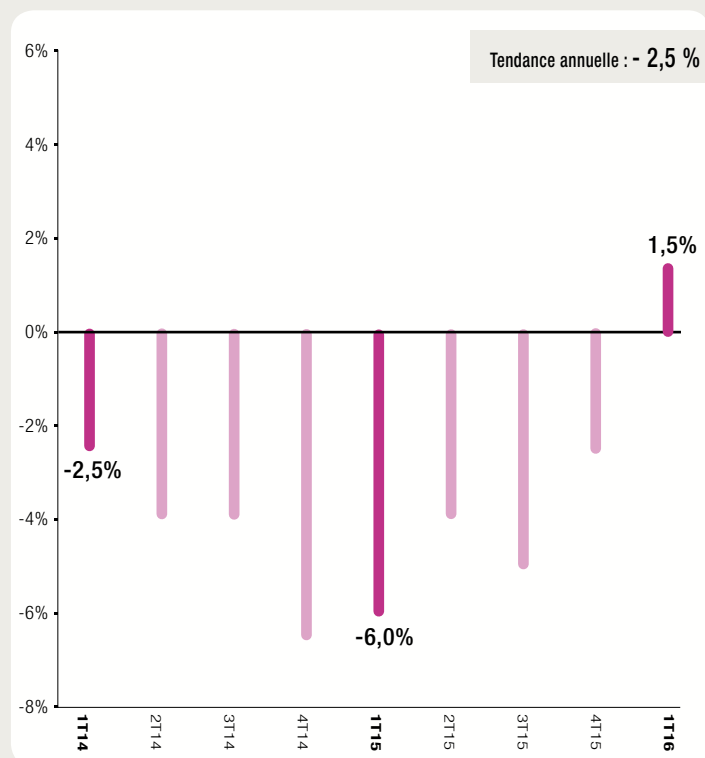
précédente). L'activité en entretien-rénovation quant à elle progresse de 0,5 % ce trimestre. Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements affiche une croissance de 1,5 % (contre 0,5 % au même trimestre de l'année précédente).

En effet, les mesures gouvernementales concernant les travaux de performance énergétique comme le Crédit d'Impôt Transition Énergétique semblent être mieux identifiées et reconnues par les ménages.

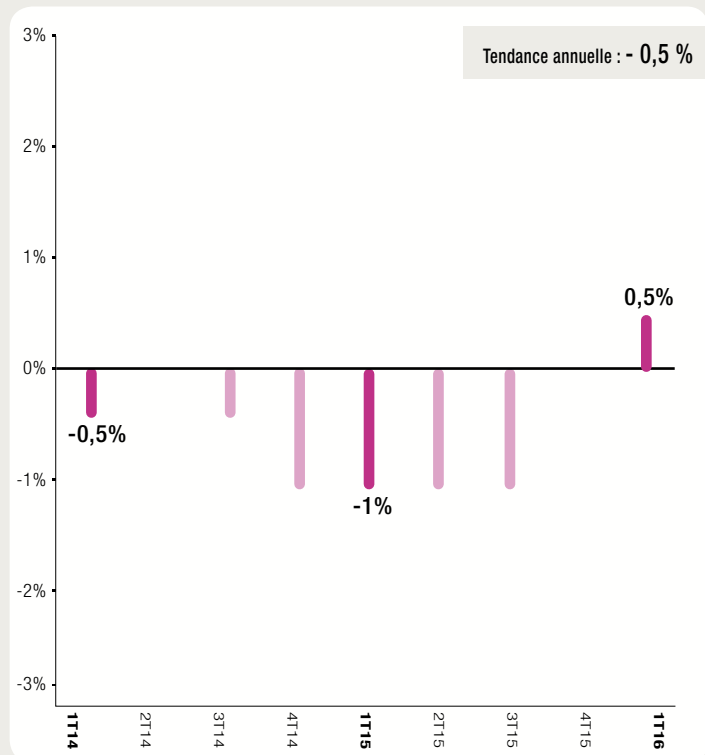
Activité globale



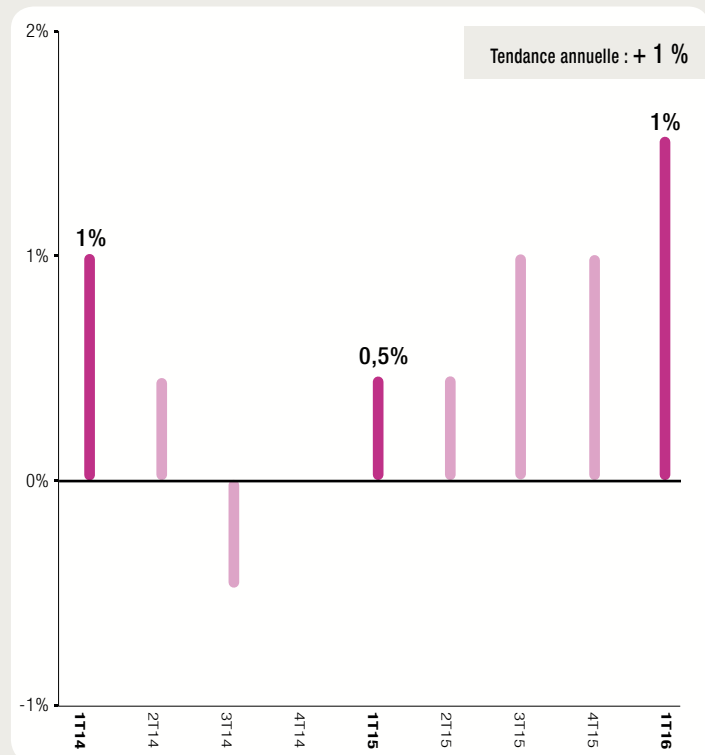
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris les travaux d'APEL)



Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



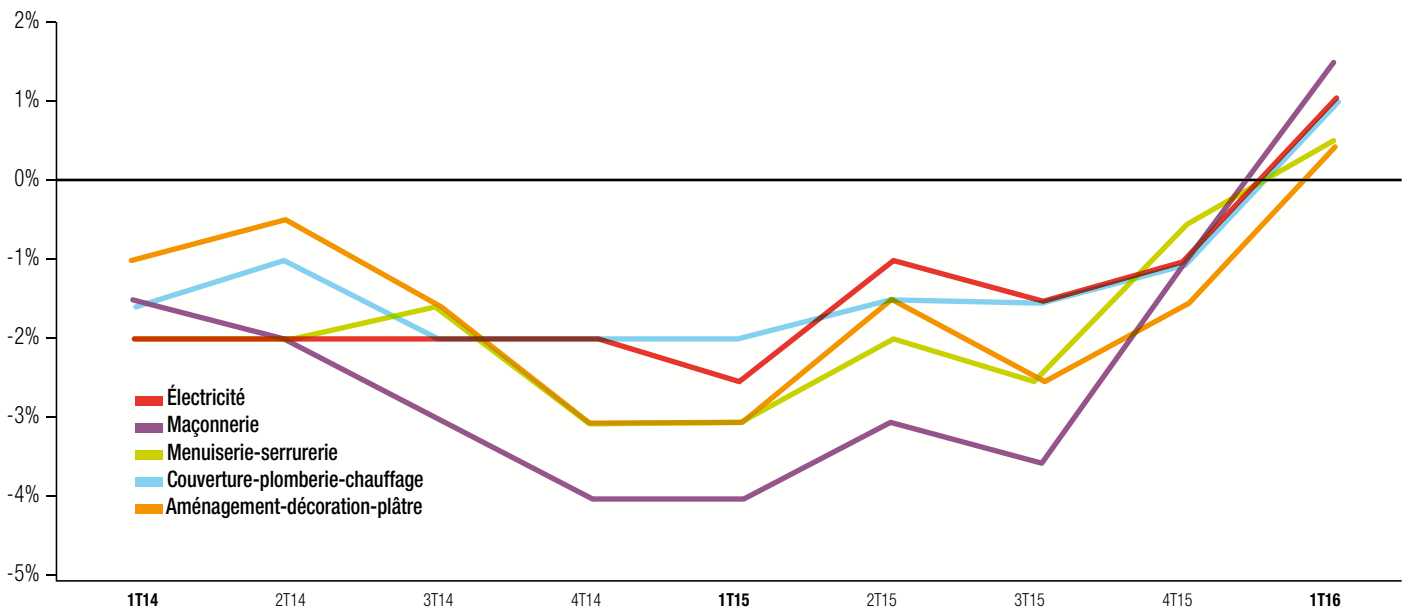
Sources CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Un regain d'activité pour l'ensemble des corps de métiers

La progression du volume d'activité est comprise entre 0,5 % et 1,5 % pour les différents métiers.

Comme au trimestre précédent, les travaux de maçonnerie tirent particulièrement leur épingle du jeu ce trimestre avec une hausse de 1,5 %.



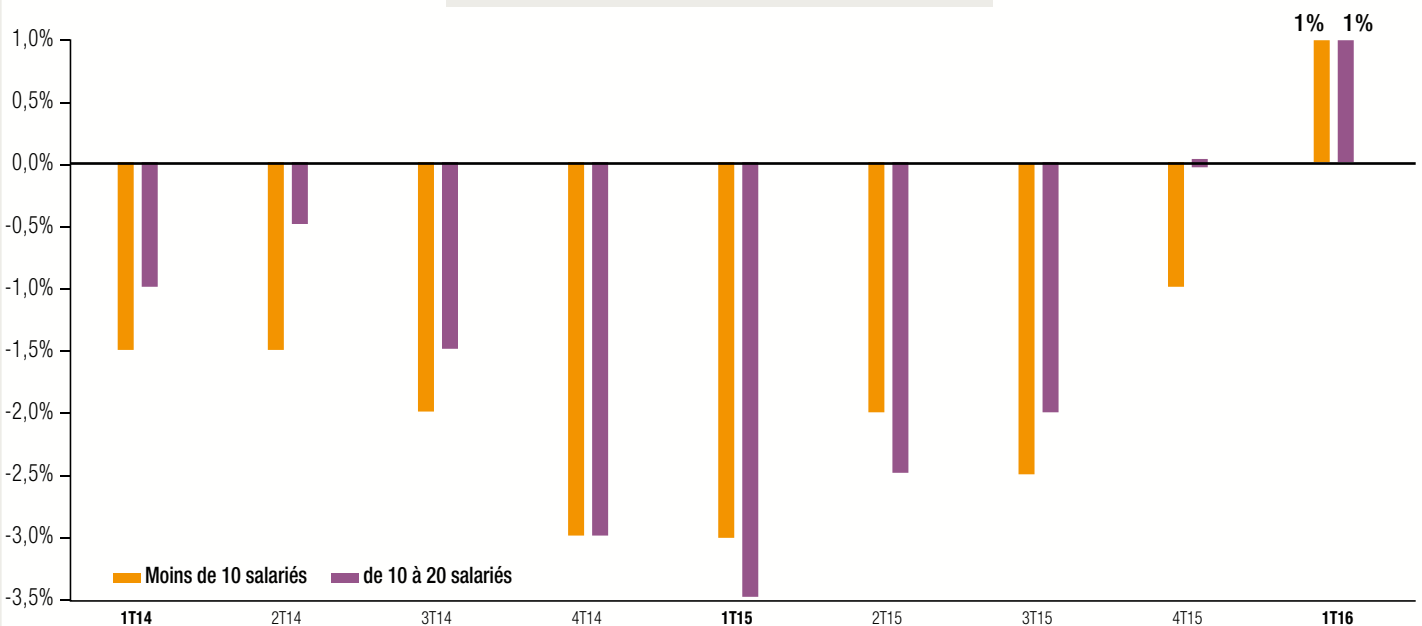
Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Une hausse d'activité de 1 % quel que soit l'effectif salarié

Au 1^{er} trimestre 2016, l'activité croît de 1 % pour les entreprises de moins de 10 salariés comme pour les entreprises de 10 à 20 salariés.

Tendance annuelle : - 1 % pour les entreprises de 10 salariés et
- 1 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés



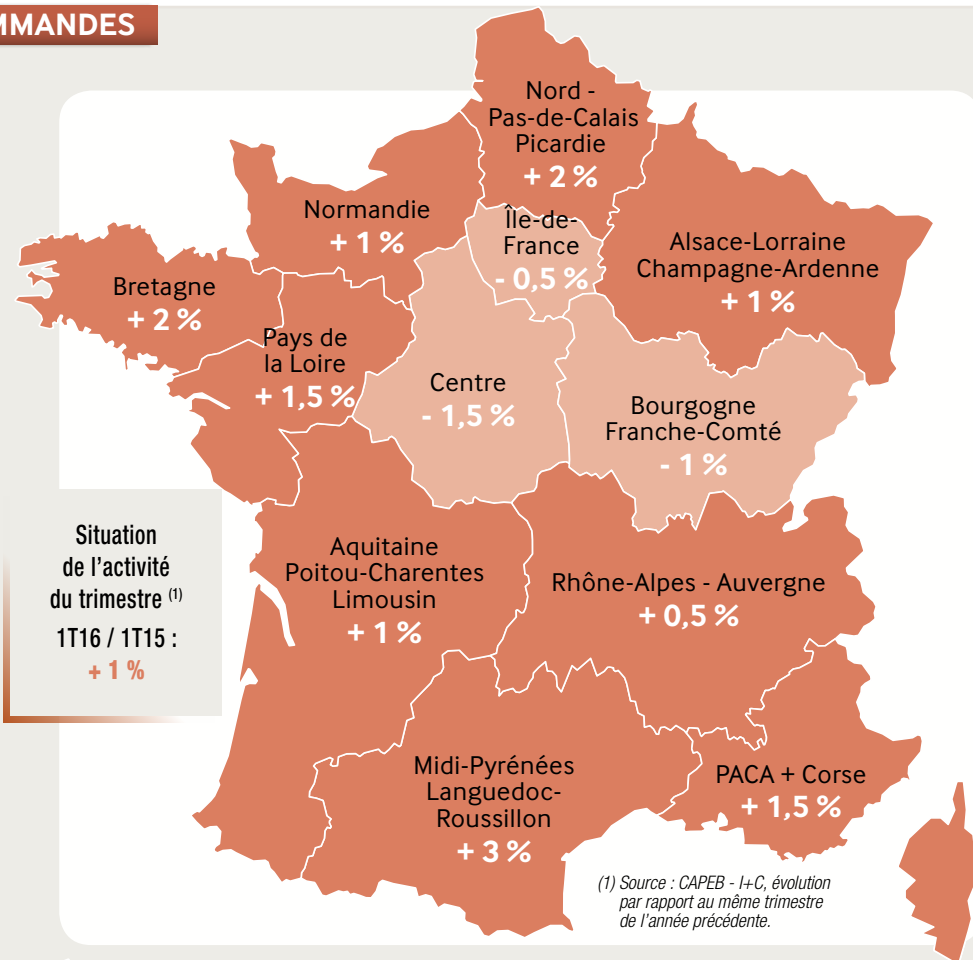
Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR RÉGIONS ET COMMANDES

Activité réalisée au 1T2016

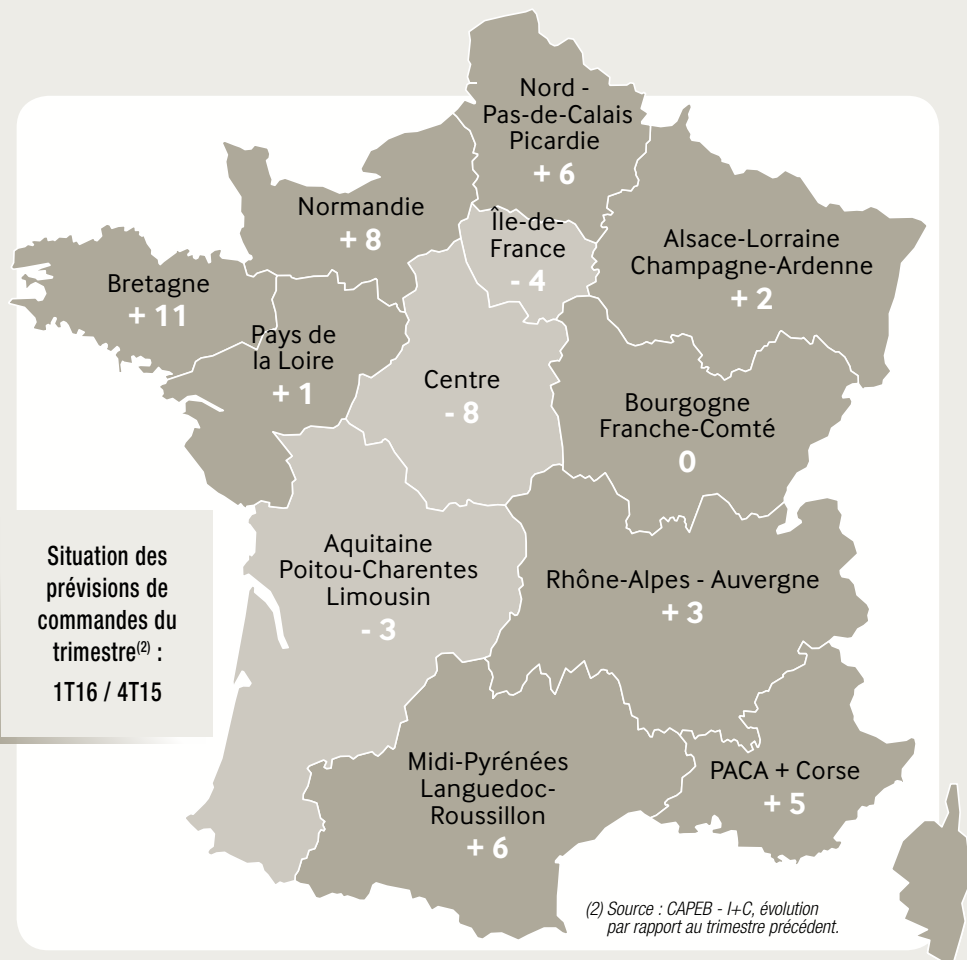
Les variations d'activité sont très différenciées ce trimestre puisqu'elles sont comprises entre -1,5 % et + 3 % en volume.

Le Centre, la Bourgogne-Franche-Comté et l'Île-de-France sont impactés par une baisse d'activité, au contraire, les régions Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Bretagne, Pays-de-la-Loire et Provence-Alpes-Cotes-d'Azur-Corse enregistrent encore une croissance supérieure à la moyenne nationale de 1 % ce trimestre.



Prévisions de commande au 1T2016

Au 1^{er} trimestre 2016, le renouvellement des carnets de commandes s'améliore dans de nombreuses régions. Toutefois, le Centre, l'Île-de-France et l'Aquitaine-Poitou-Charentes-Limousin enregistrent une nouvelle détérioration des carnets de commandes.



Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leurs carnets de commandes et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse.

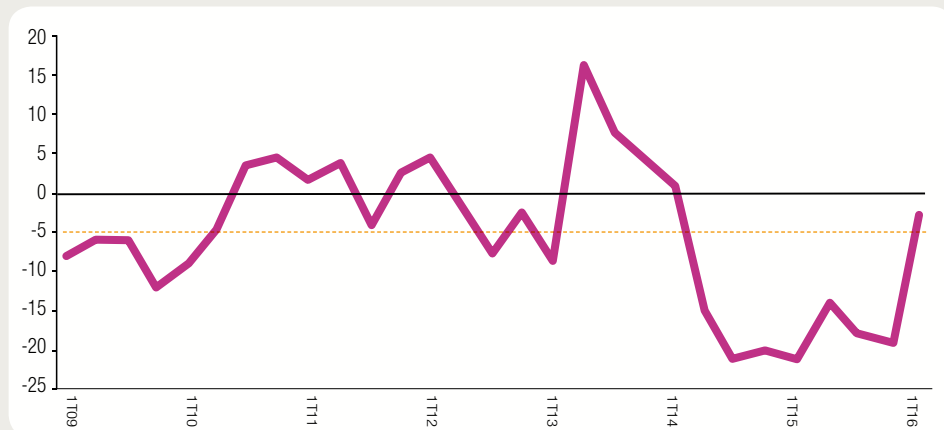
La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents, il s'agit ici du troisième collecte sur les douze régions.

Soulignons par ailleurs que ces données tiennent compte de la réforme territoriale.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions moins négatif

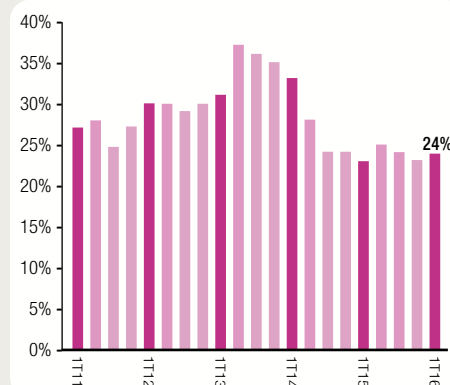
15 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 12 % constatent une hausse. L'activité avec les collectivités est enfin supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

24 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

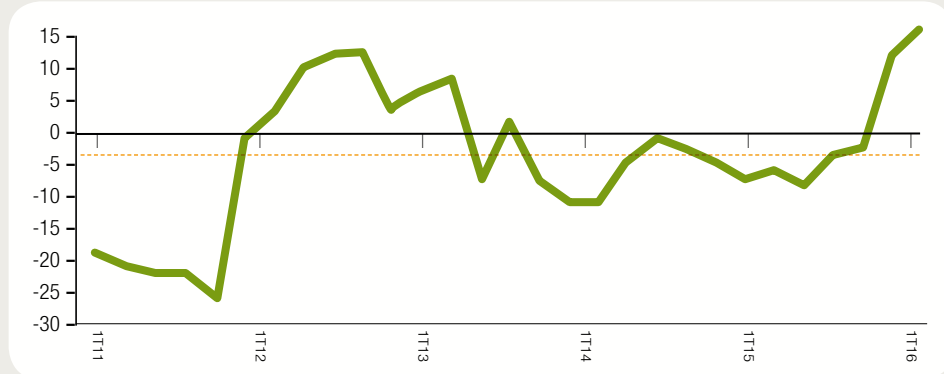
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est quasiment identique au même trimestre de l'année précédente (24 % contre 23 %), il reste proche de son pallier bas atteint en 2014.



SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance repart à la hausse

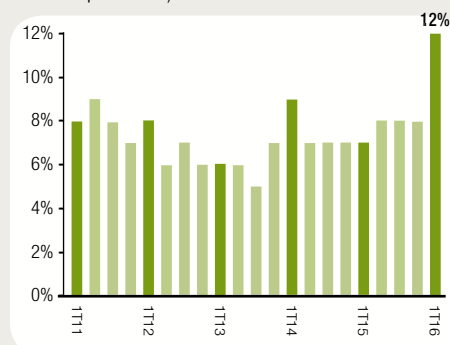
Seul 6 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 23 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est largement supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



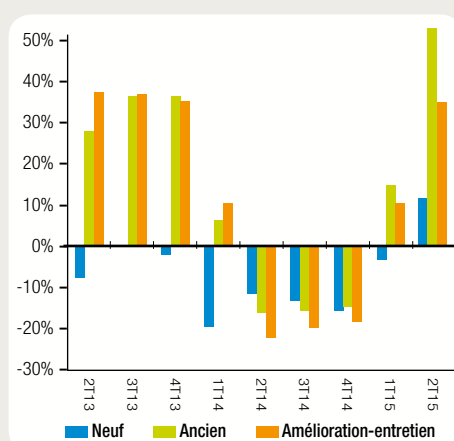
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : pourcentage d'entreprise).

12 % des entreprises en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 12 % ce trimestre (contre 8 % au trimestre précédent).



CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS



Source : Banque de France.

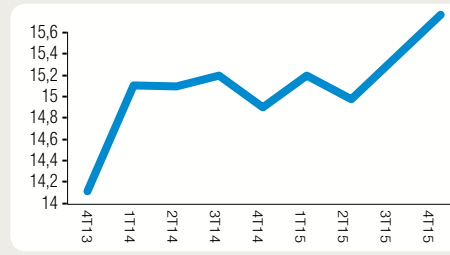
Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Des crédits à la hausse sur l'ensemble des marchés

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf repartent à la hausse au 2^e trimestre 2015 (12,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente) après 15 trimestres consécutifs de baisse. Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens progressent, + 45,6 %, tout comme les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration + 35,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le montant global des crédits octroyés aux ménages repart à la hausse avec + 36,3 %. Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 4^e trimestre 2015, le taux d'épargne augmente et s'établit à 15,9 %, contre 15,5 % au 3^e trimestre. Il atteint ainsi son plus haut niveau sur les 3 dernières années.



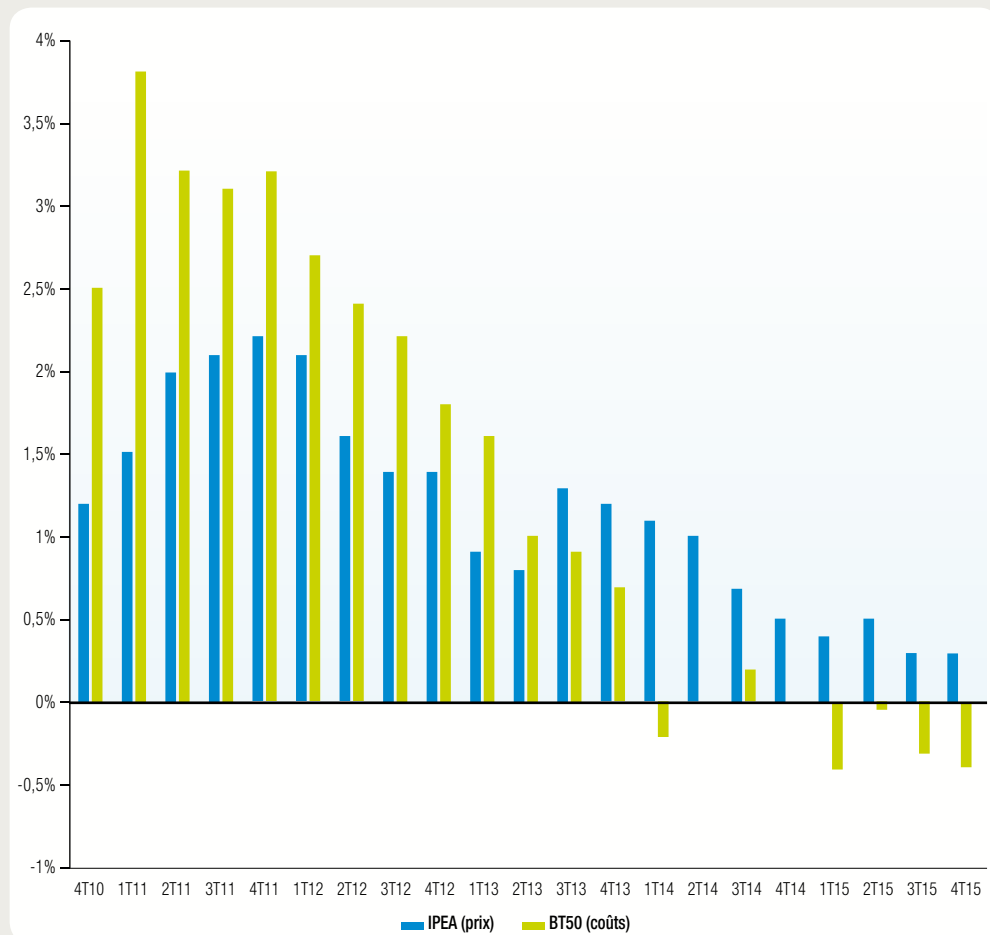
Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui augmentent légèrement dans un contexte de faible baisse des coûts

Les prix augmentent de 0,3 % au 4^e trimestre 2015 dans un contexte de baisse des coûts (-0,4 %). L'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse constatée des travaux de couverture, zinguerie et menuiserie métallique et de serrurerie. Pour autant, la récente baisse des coûts ne compense pas son augmentation sur longue période.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEDDE ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (4T2015 / 4T2014)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	0,0 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	-0,3 %
Menuiseries Bois PVC	0,4 %
Couverture zinguerie	1,3 %
Génie climatique	0,7 %
Plomberie sanitaire	-0,1 %
Électricité	-0,4 %
Menuiserie métallique Serrurerie	1,2 %
Plâtrerie	0,3 %

Source : INSEE et MEDDE.

PRIX ET COÛTS

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en mars 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
100,02	-0,1 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 4T15	Évolution annuelle (T/T-4)
1 629	-0,25 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 1T16	Évolution annuelle (T/T-4)
125,26	+0,06 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998.

Index BT50

Valeur en décembre 2015	Évolution annuelle (T/T-4)
105,8	-0,4 %

Source : MEDDE, publication au JO du 23/12/2015, base 100 en 2010.

Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en février 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
1 534,8	-15,7 %

Cours du cuivre

En dollars/tonne en février 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
4 704,5	-20,0 %

Cours du zinc

En dollars/tonne en février 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
1 710,1	-18,7 %

Prix de vente* des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en février 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
100,6	-1,9 %

Prix de vente* du béton prêt à l'emploi

Valeur en février 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
95,0	-4,4 %

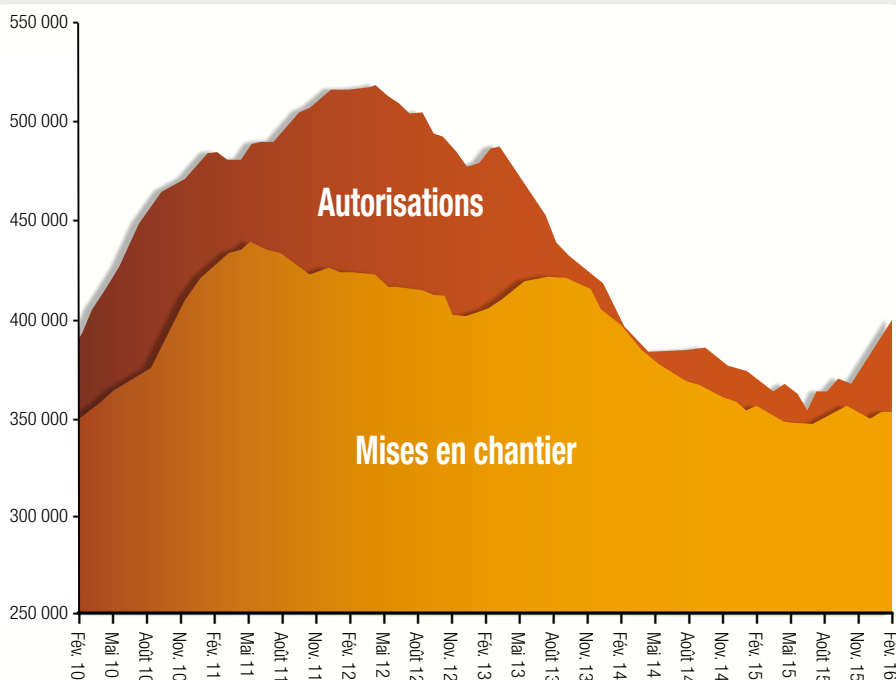
Prix de vente* des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en février 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
88,4	-8,8 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

* Valeurs provisoires.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

À la fin février 2016, on totalise 351 200 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois) soit une hausse de 2,5 %. Ce chiffre s'explique par le dynamisme du logement collectif + 7,1 % sur un an.

Les autres segments comme les mises en chantier de logements individuels purs, groupés ou en résidence sont par contre en baisse sur les douze derniers mois.

En février, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés augmente de façon significative avec + 7,7 % et laisse présager des perspectives particulièrement favorables pour la construction neuve dans les prochains mois.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin février 2016)

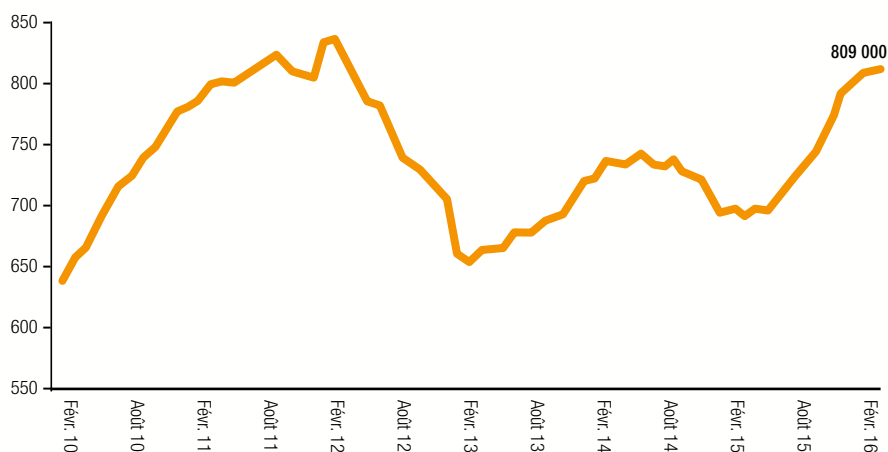
Variation (Mars 2015 à février 2016 / Mars 2014 à février 2015)

Individuels purs	100 600	- 2,3%
Individuels groupés	37 200	- 2,1 %
Collectifs	187 300	+ 7,1 %
Logements en résidence	26 200	- 2,9 %
Total	351 200	+ 2,5 %

Source : MEDDE (nouvelle méthodologie en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).

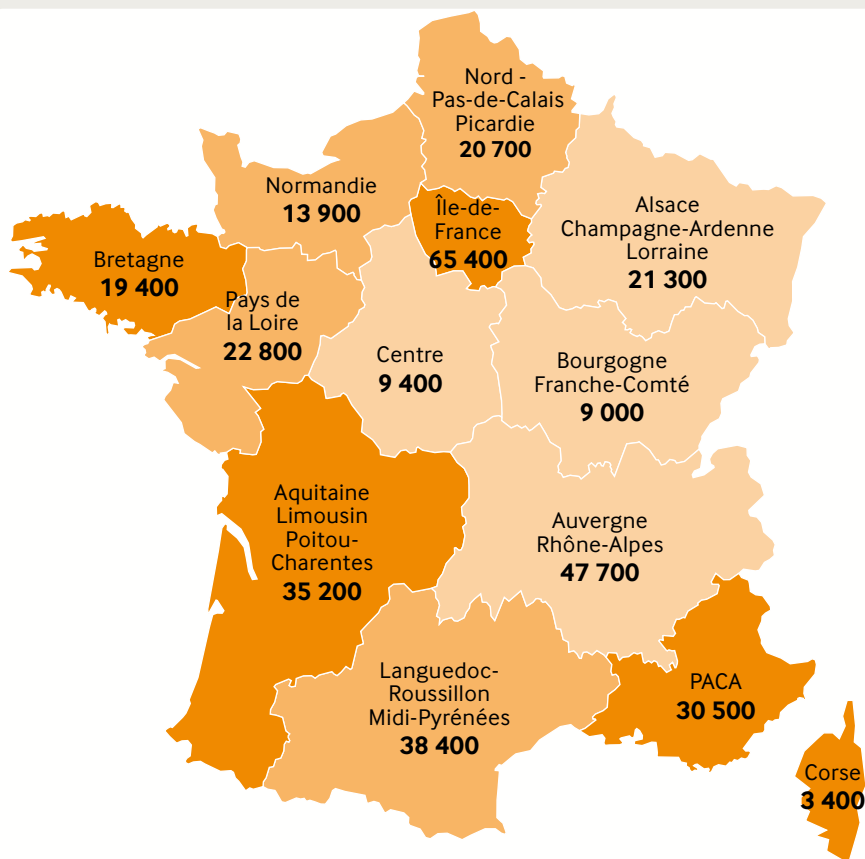


809 000 logements anciens vendus en février 2016

En février 2016, on totalise 809 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 17 % sur un an.

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

LOGEMENTS COMMENCÉS (MARS 2015 À FÉVRIER 2016)



Les mises en chantier progressent de 2,5 % sur les 12 derniers mois (de mars 2015 à février 2016 par rapport à la même période de l'année précédente), ce qui représente 351 200 logements commencés. Le dynamisme des mises en chantier est principalement porté par 3 régions, l'Île-de-France, les Pays de la Loire et la Bretagne.

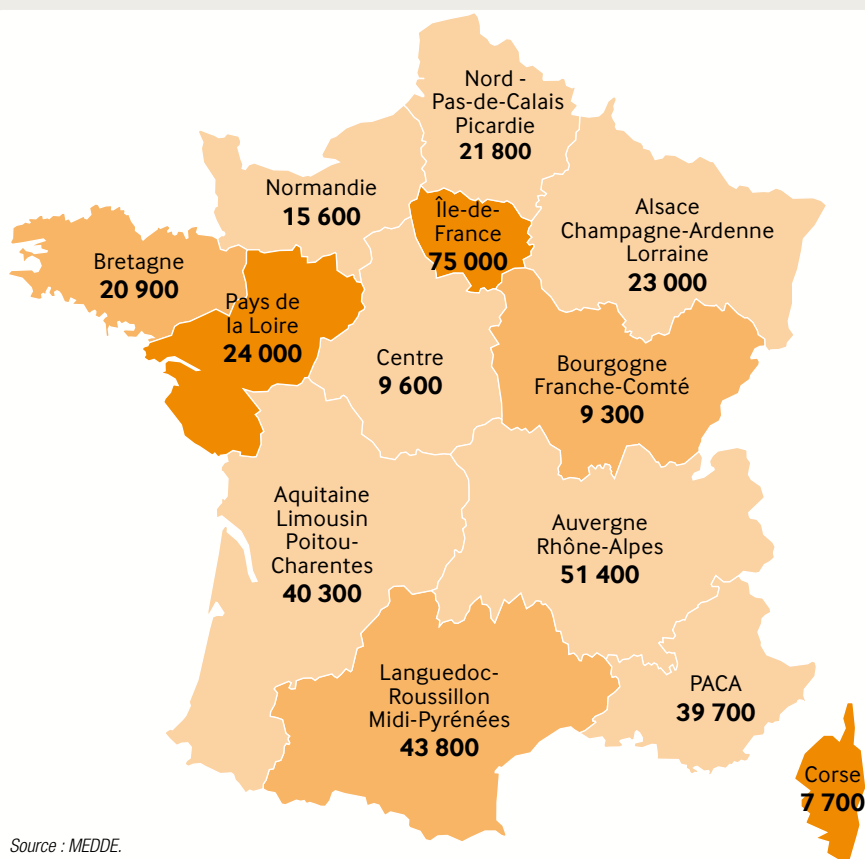
En effet, plus de 50 % des régions enregistrent une baisse de leurs mises en chantier. Les régions Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, Centre-Val de Loire et Nord-Pas-de-Calais-Picardie sont les plus affectées puisqu'elles affichent un recul supérieur à 5 % au cours des 12 derniers mois.

Variation en %

- Variation à la baisse supérieure à 10 %
- Variation à la baisse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse supérieure ou égale à 10 %

Grille de lecture : en Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2015 à février 2016, a enregistré une baisse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2014 à février 2015). Ainsi à la fin février 2015, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 21 300.

LOGEMENTS AUTORISÉS (MARS 2015 À FÉVRIER 2016)



Au niveau national, les permis de construire affichent une progression significative de 7,7 % au cours des 12 derniers mois (de mars 2015 à février 2016 par rapport à la même période de l'année précédente).

Le nombre de permis a donc progressé dans 8 régions, pour près des deux tiers d'entre elles cette hausse est élevée puisqu'elle est supérieure à 10 % (Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, Bretagne, Corse, Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Toutefois, près de 40 % des régions enregistrent une baisse de leurs permis. L'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine est particulièrement impactée puisqu'elle enregistre un recul de 8,7 % des permis déposés.

Variation en %

- Variation à la baisse supérieure à 10 %
- Variation à la baisse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse comprise entre 0 % et 10 %
- Variation à la hausse supérieure ou égale à 10 %

Grille de lecture : dans la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de mars 2015 à février 2016, a enregistré une baisse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (mars 2014 à février 2014). Ainsi à la fin février 2016, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 23 000.

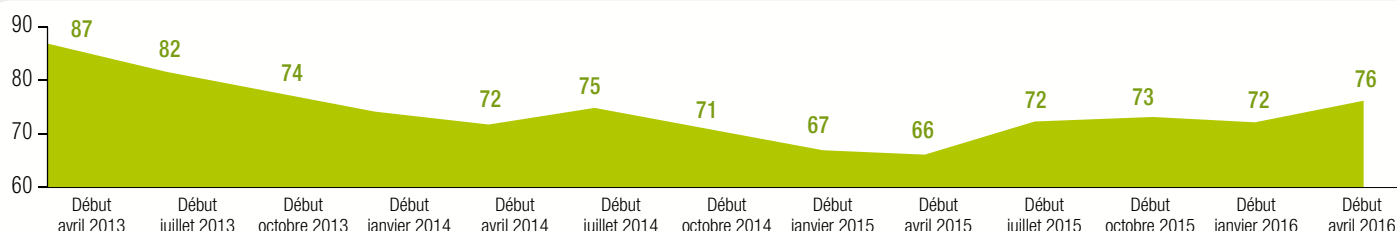
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

La légère amélioration du nombre de jours des carnets de commandes semble se confirmer

Les carnets de commandes représentent 76 jours de travail au 1^{er} trimestre 2016 (contre 66 jours un an auparavant). Cette augmentation du nombre de jours des carnets de commandes transparaît dans les soldes d'opinions puisque pour la première fois depuis 4 ans ils sont positifs pour l'ensemble des entreprises (moins de 10 salariés et de 10 à 20 salariés) en entretien-amélioration comme en construction neuve.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours

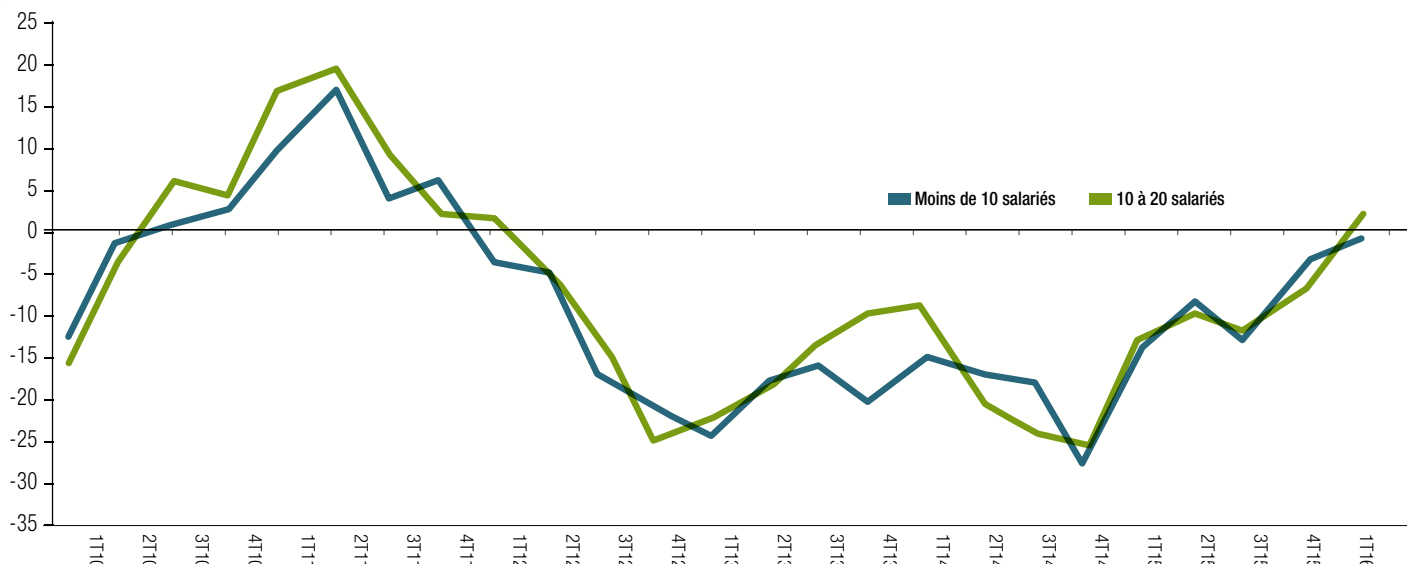


Neuf / Entretien-rénovation



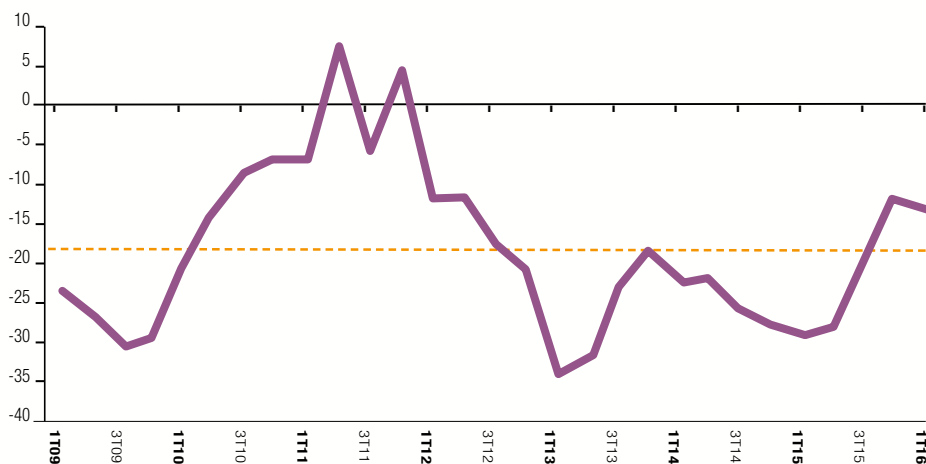
Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

BESOINS DE TRÉSORERIE

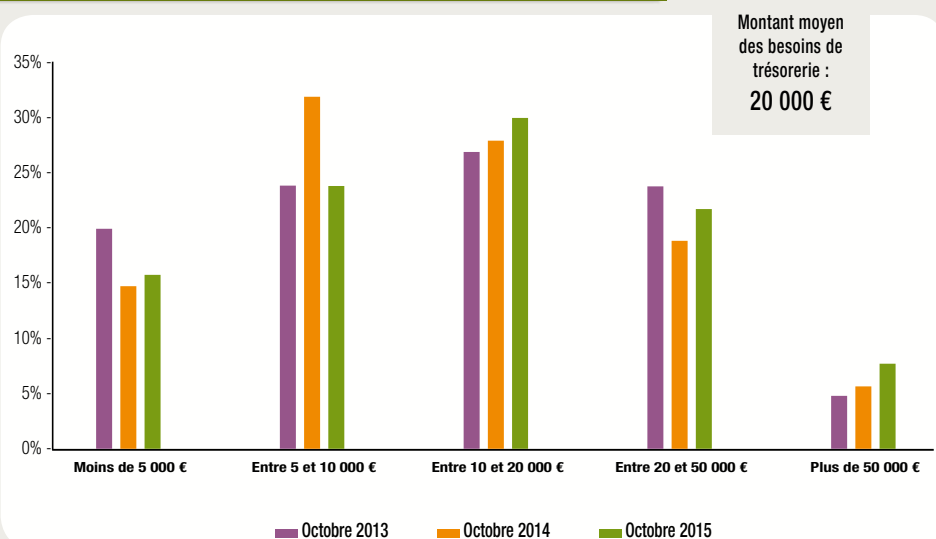


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Une trésorerie qui reste à surveiller

Même si le solde d'opinions relatif à l'évolution de la trésorerie reste négatif au 1^{er} trimestre 2016, il est supérieur à la moyenne observée sur les sept dernières années.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie qui restent élevés

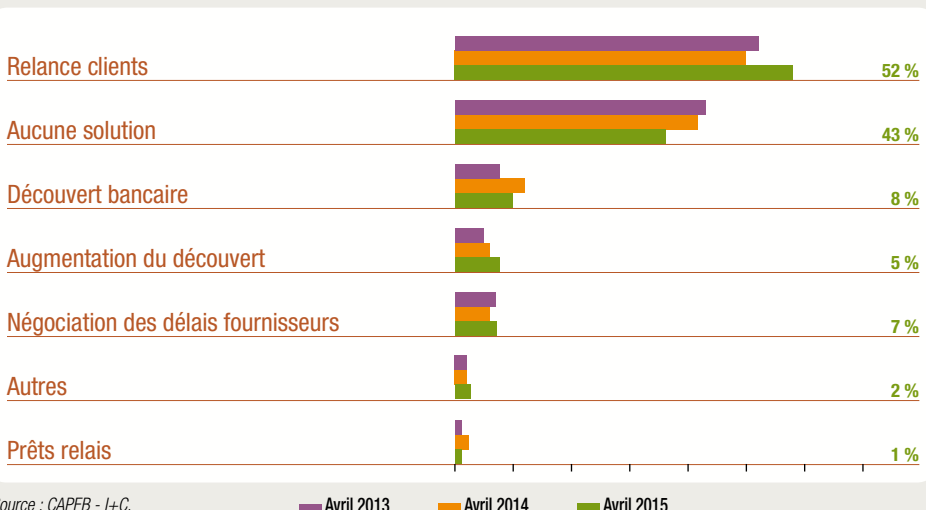
Au 1T16, 45 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 47 % au même trimestre de l'année précédente), dont 60 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En avril 2016, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises est de 20 000 €.

En avril 2016, 6 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients (contre 5 % en avril 2015) alors que 8 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 7 % des entreprises contre seulement 5 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 52 % des entreprises ont recours à des relances clients (elles comptent d'abord sur leurs propres moyens).

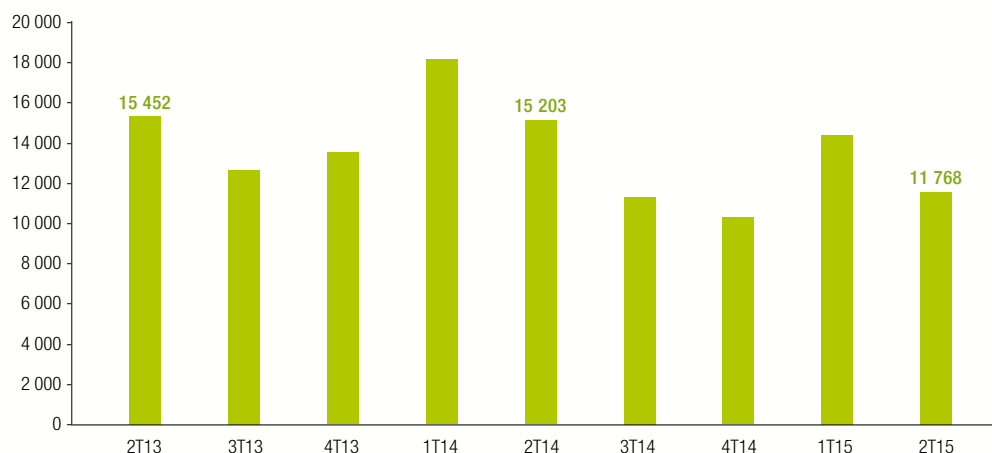
En effet, 78 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (comme en avril 2015), et 42 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiement.

Le découvert bancaire, l'augmentation du découvert bancaire autorisé et la négociation de délais avec les fournisseurs sont également utilisés par les entreprises.

À noter que dans plus de 43 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune solution.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

Nombre de créations



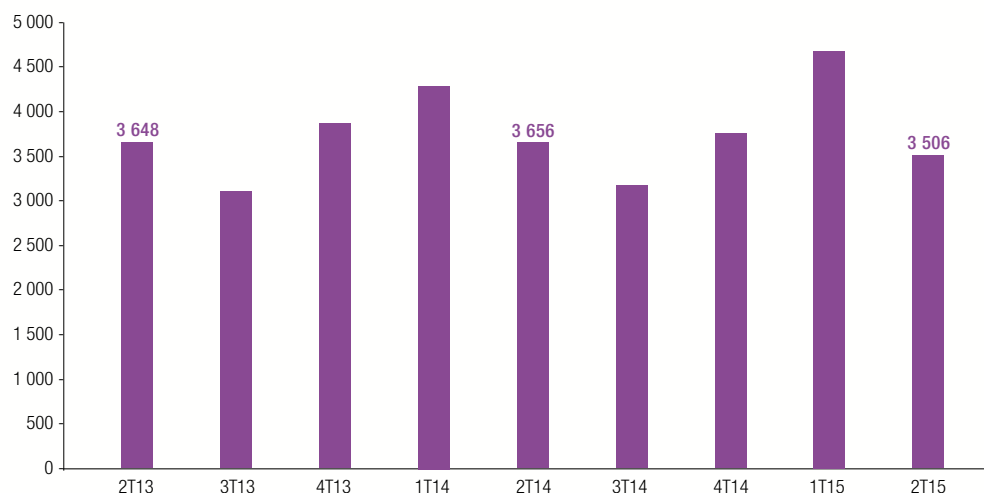
Créations :
- 23 %*

Au 2^e trimestre 2015, 11 768 entreprises ont été créées dans le bâtiment (y compris auto-entrepreneurs).

En cumul sur un an, le total de créations s'établit à 48 038, soit une baisse de 19,8 % sur 12 mois.

*Il s'agit des entreprises créées dans le cadre d'une reprise d'activité ou d'une création pure.

Nombre de défaillances



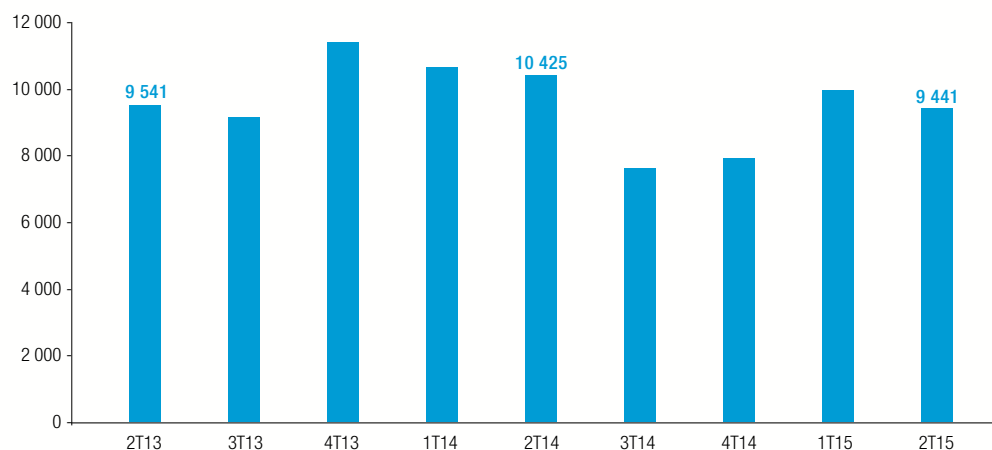
Défaillances :
+ 4,1 %*

Au 2^e trimestre 2015, 3 506 défaillances d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 15 081 soit une baisse de 1,1 % sur 12 mois.

*Sont comptabilisées les entreprises ayant connu une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Nombre de cessations



Cessations :
- 9,4 %*

Au 2^e trimestre 2015, 9 441 cessations d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment.

En cumul sur un an, les cessations s'établissent à 34 986 soit une baisse de 16,0 % sur 12 mois.

*Il s'agit ici d'une cessation d'activité sans motif, d'une cession de fonds, d'une fusion-absorption ou d'une dissolution avec ou sans liquidation.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 313 400 au 4^e trimestre 2015, soit une baisse de l'emploi (- 2,7 %) sur un an.

Emploi intérimaire

Au 4^e trimestre 2015, le secteur de la construction totalise 97 494 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 91 002 au même trimestre de l'année précédente.

L'intérim est donc en hausse (+ 7,1 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 6,9 %.

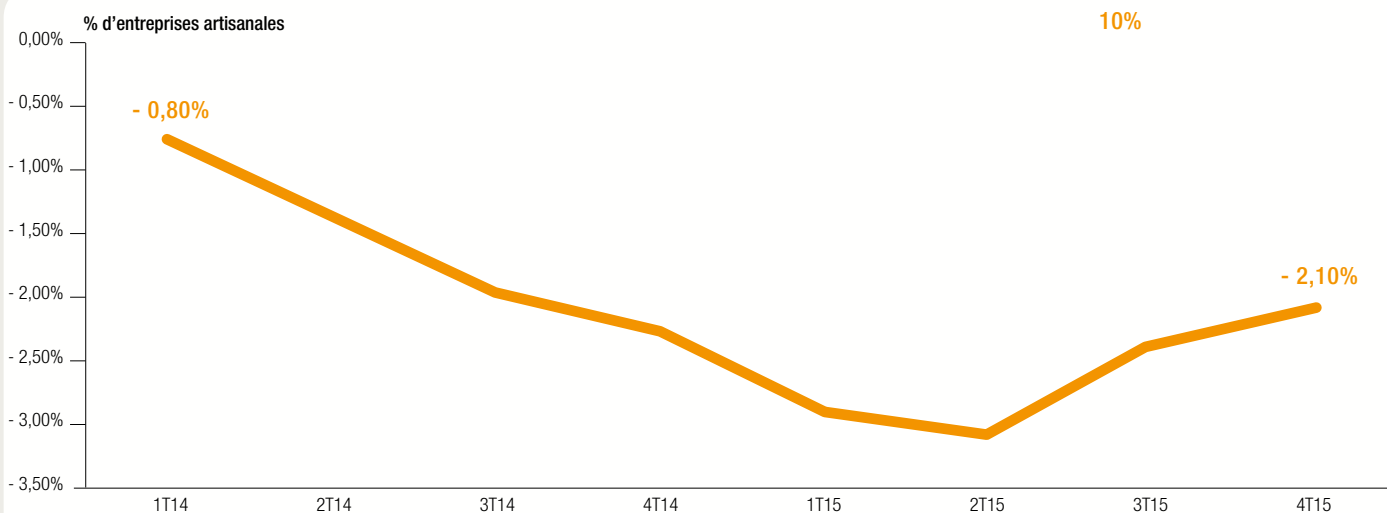


EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 4^e trimestre 2015, l'emploi continue de baisser dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés et affiche un recul de - 2,1 % sur un an.

L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 687 754 au 4^e trimestre 2015.



Méthodologie : Les données relatives à l'activité de la note de conjoncture trimestrielle CAPEB/I+C résultent d'une enquête réalisée en mars 2016 auprès d'un panel de 1 700 entreprises artisanales du bâtiment réparties par corps de métiers, par région et par effectif salarié.